

7 Jours *Filpac CGT*

N°8 – mardi 5 septembre 2012

Patience ? S'indigner, se mobiliser !

Patience, nous dit le Président, je n'ai que 100 jours d'ancienneté à l'Elysée, laissez-vous licencier, acceptez de voir votre pouvoir d'achat régresser. Il a raison, c'est pour la compétitivité, appuie le Medef, qui vient de recevoir le gouvernement en rang serré à son université d'été. Touchant duo...

Salle d'attente



Pendant que le président nous invite à occuper la salle d'attente, ses équipes travaillent à l'austérité. Le projet de « loi organique relative au pilotage des finances publiques » sera présenté fin septembre. Cette loi ratifierait le traité européen instituant de façon définitive la politique d'austérité fondée sur le remboursement d'une dette que nous n'avons pas contractée. Europe de la finance oblige.

Patience ? s'interroge le chômeur de longue durée (près de 40% des chômeurs recensés). Mais en moyenne, ce chômeur passe plus de 455 jours sans travailler. Pendant ce temps, à toute vitesse, les patrons continuent de licencier, Peugeot en tête, qui a reçu le feu vert pour fermer Aulnay. Les vieux travailleurs sont évacués, les jeunes sont interdits d'entrer ! Des années que ça dure... Le matelas des CDD et des intérimaires avait amorti le choc, maintenant c'est le noyau dur du salariat qui est attaqué.

Au salarié le droit de plonger, au banquier les fonds publics pour surnager.

Qu'un salarié soit conduit à la faillite par le licenciement décidé par le seul employeur, ce serait « normal ». Mais qu'un banquier soit au bord de la faillite, ça, c'est impensable. Toutes les banques ont été renflouées pendant la dernière crise financière. Après Dexia, voilà le Crédit immobilier de France, là, en septembre, qui reçoit en quelques heures la modique somme de 20 milliards. Et bientôt, les banques, qui ont spéculé sur la dette grecque ou espagnole, vont présenter leurs doléances au gouvernement, qui mobilisera en quelques heures des milliards pour les prémunir de la faillite. Au salarié le droit de plonger, au banquier les fonds publics pour surnager.

Le chômage peut bien monter à des Himalaya, le plus important, ce serait la dette et son remboursement. Plus de crédits, plus d'investissements ni publics ni privés, la dette, il faut rembourser, tout est là !

Le système économique avait trouvé une manière de faire de l'argent sans passer par l'investissement. C'était bien pratique et ça a duré 30 ans. Moyennant une dérégulation globale du crédit et de la finance, les détenteurs de capitaux n'avaient plus à s'encombrer d'usines et de salariés. Il suffisait de placer des capitaux dans le vaste réseau mondialisé de la finance. Miracle, l'argent se multipliait, la fortune venait en dormant. Banques, assurances, fonds de pension, hedge funds ont rivalisé d'imagination pour la reproduction du capital. Sans passer par la production.

Ils nous ont endettés par la croissance à crédit !

« Toutes les nations adonnées au mode de production capitaliste sont prises périodiquement du vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production », expliquait Karl Marx (1^{er} chapitre, Livre II du *Capital*). Ce vertige a créé des masses de capitaux spéculatifs, que la grande industrie et la finance ont alimentées. Le profit de l'entreprise devenait accessoire, seul comptait le placement financier. C'est comme ça que le système économique a financé la croissance,

Le compte à rebours a commencé. Fin septembre, un projet de loi, faisant adopter le traité européen au Parlement, graverait l'austérité dans le bronze de la république. Dans l'intervalle, le gouvernement appelle à la patience, le temps de concocter la mauvaise soupe de la rigueur érigée en principe de tout un continent. Les effets sont désastreux, la récession est au menu. Espagne, Grèce Italie, Grande-Bretagne, tous au même moment frappent toute possibilité de reprise par des mesures concentrées contre l'emploi, le salaire, la protection sociale. Et il faudrait, dans la salle d'attente, admettre les licenciements, la régression sociale, pour mieux ingurgiter dans quelques semaines la potion « austérité » sous forme du nouveau Traité ? Indignons-nous, mobilisons-nous !

ces 30 dernières années peu glorieuses, par le crédit. Ca ne date pas de Sarkozy... Ils nous ont endettés par la croissance à crédit ! Comment ?

- Le capital s'est libéré du poids de l'impôt.
- L'Etat s'est obligé à emprunter sans cesse sur le marché financier.
- L'évasion fiscale est devenue un sport olympique sous le drapeau des paradis fiscaux.
- L'Etat a été capturé par les banques et la finance.

Et vlan, la crise !

A force d'enfler et de gonfler, la masse de capitaux spéculatifs a fini par être rattrapée par l'indigestion : que faire de ces capitaux, où les investir, comment les connecter à la création de valeur ? Tel est leur problème : le capital manque de création de valeur, car l'accumulation d'argent ne crée rien d'autre que des parasites. Alors, pour garantir les profits, les détenteurs de capitaux ont une vieille bonne idée éprouvée, faire payer la dette par les autres, les salariés.

Et vlan, l'austérité !

Patience ?

Le coût du travail doit baisser pour une seule raison : le profit escompté est en danger du fait de l'indigestion du système. Alors il faut faire dégorger les revenus du travail, salaire, protection sociale, emploi. Nous n'étions pas à la table du banquet quand les capitaux se gointraient, mais il nous faudrait nous accommoder des restes, parce que ces messieurs ont la panse financière trop pleine ! Patience ?

La dette n'est rien d'autre que l'embarquée écoeurante d'un système qui a cru un temps à l'existence réelle de la baguette de sorcier d'Harry Potter : le fétichisme de l'argent a atteint des sommets, les Bourses lui servant de temples païens. Le réveil de ces longues années d'orgie financière est dur : les travailleurs privés d'emplois sont enrôlés de force dans une armée de chômeurs, qui, à leur insu, devient l'arme dissuasive contre la révolte ouvrière. Détruire des capacités de production, des savoir-faire professionnels, susciter des suicides comme jamais, que leur importe, à nos capitalistes, qui ont méprisé depuis si longtemps l'usage social des marchandises produites.

Patience ? Ce système ne fonctionne pas. Il détruit. Nous, syndicalistes, avons pris le parti de l'avenir. C'est pourquoi nous sommes pour un syndicalisme de transformation sociale, que nous voudrions partager avec toute la CGT, à l'occasion de son 50e congrès tout proche.

Contre la résignation, la transformation sociale !

Grands médias et patronat mènent une politique de démoralisation : nous la refusons. Rien n'est joué, à condition de faire vivre notre orientation, celle de la transformation sociale. C'est une autre politique et une affaire syndicale, de toute la CGT.

Voici 5 pistes, adoptées par la direction nationale de la Filpac CGT, indiquant la piste d'une transformation sociale conçue comme dynamique, reposant sur la mobilisation et le débat démocratique. Passons de l'alternance politique à l'alternative sociale. Prenons le parti de l'avenir.

1. Retrouver tout de suite des marges de manœuvre

Sans attendre, les moyens des pouvoirs publics, peuvent être restaurés :

- Une politique fiscale fortement redistributive annulera les cadeaux fiscaux aux grandes fortunes et aux grands industriels et financiers.
- La demande intérieure, sur laquelle repose plus de la moitié de l'économie nationale, doit être stimulée par une hausse d'un SMIC devenu la référence générale.
- L'emploi stable nourrira la cotisation sociale, qui ira alimenter les caisses de la retraite, de la santé, des indemnités sociales en tout genre, dont le chômage.



2. Lever l'hypothèque de la dette

- La dette doit devenir transparente, être exposée au débat démocratique. A toutes et tous de décider si ce mécanisme infernal doit continuer.
- Les remboursements de l'intérêt de la dette sont devenus le 2^e budget de l'Etat, juste derrière l'Education nationale. Arrêtons de servir les intérêts de la dette !
- L'impôt direct, en lieu et place de l'impôt indirect (comme la TVA), doit peser sur les plus riches ;
- La Banque centrale européenne, conçue pour gérer de façon privée la monnaie unique, doit être convertie en banque fédérative de l'Europe, prêtant au meilleur taux aux Etats.
- Les agences de notation doivent être placées sous le contrôle du Parlement européen.

3. Contrôler la finance

Soumettre le pouvoir de la finance ou s'y soumettre, voilà la seule alternative.

- Une séparation doit être établie entre banques de dépôt et banques d'affaires ;
- Toute banque doit constituer des réserves pour garantir les fonds qu'elle engage ;
- Un contrôle public doit contenir les risques spéculatifs des banques ;
- La chasse doit s'ouvrir contre l'évasion des capitaux vers les paradis fiscaux ;
- Une taxe sera créée sur les surprofits spéculatifs.

4. Mesures d'urgence pour l'emploi

- Le CDI redevient la norme, comme mesure immédiate contre la précarité.
- L'autorisation administrative de licenciement est confiée à une Inspection du Travail dont les effectifs seront doublés.
- Une loi interdira les licenciements dans les entreprises réalisant des profits.
- Les syndicalistes élus et mandatés disposeront au comité d'entreprise d'un droit de veto suspensif contre les licenciements.
- Un droit de préemption sera institué pour permettre aux élus et mandatés d'influer sur les orientations stratégiques et de prendre les mesures protégeant l'entreprise contre les patrons défaillants.
- Le Code du Travail rétablit la norme sociale. La dérogation sera abolie qui permettait de passer par-dessus les normes les plus avantageuses pour les salariés.

5. Mettre fin au putsch du Traité européen par une constitution démocratique.

Le putsch économique subi par la Grèce, l'Espagne et l'Italie bat son plein dans l'actuelle Union européenne. Un parlement existe bien, mais la coordination des gouvernements transfère aux commissaires de l'Union, aux dirigeants de la BCE et au FMI la réalité du pouvoir.

Si bien que l'austérité, considérée comme le socle de l'Union, est applicable au moyen de la Troïka BCE-Commissaires européens-FMI par-dessus les systèmes démocratiques des Etats.

- Une législation sociale européenne sera élaborée, en lieu et place de la Cour européenne qui dit la loi au service du droit patronal.
- Le droit européen sera constitué sur la base des meilleures références sociales des différents Etats membres.
- Les leviers politiques et financiers seront dévolus au Parlement.
- Tout transfert de souveraineté doit s'effectuer sur la base d'une constitution européenne, adoptée au terme d'une Convention chargée de l'adopter et de la soumettre aux différentes républiques.
- La BCE et tous les organismes financiers lui seront subordonnés